

Les minorités religieuses syriennes à l'heure de l'islamisation du soulèvement (Le cas des alaouites)

Un texte préparé par Mamduh Nayouf*

Résumé

Une révolte peut s'expliquer généralement comme une réplique démesurée contre des répressions cumulées à travers le temps. Elle s'axe autour de l'idée du changement politique, économique et social. Dans le cas de la Syrie, la question du changement s'avère extrêmement compliquée et coûteuse, tant au niveau de la cohésion sociale qu'à celui de l'économie nationale. Parmi les facteurs de complexité s'affichent la structure du régime politique syrien et l'usage de la force qui fait s'allonger la liste de ses ennemis. Et cela se fait particulièrement sentir lorsque ses dirigeants sont issus d'une des minorités religieuses du pays : les alaouites¹.

Dans ce contexte, la non-adhésion de l'ensemble de cette minorité au camp opposant au régime va contribuer à créer un climat d'intolérance à son encontre. De plus, l'islamisation croissante du soulèvement syrien fait surgir la question de son statut en tant que composante minoritaire de la population syrienne. D'où l'importance d'essayer de répondre à la question suivante : quel avenir une issue pacifique de la crise pourra-t-elle lui réserver? Cet article présente un résumé de nos observations sur la confessionnalisation du soulèvement, sans pour autant prétendre à l'impartialité absolue sur un sujet aussi « brûlant ».

I- Origine, contexte et déclenchement de la révolte en Syrie

1- Le pouvoir syrien : des caractéristiques essentielles

Le régime populiste en Syrie, apparu au cours des années 1960, se caractérise comme un pouvoir dont la marque demeure l'autoritarisme face aux aspirations démocratiques du peuple syrien, où un ensemble de facteurs institutionnels, économiques, idéologiques, sociaux et géostratégiques interdépendants, sont à l'origine d'un environnement flexible de répression, de contrôle et d'ouverture partielle.

* Titulaire d'un Doctorat « Cultures et sociétés dans le monde arabe et musulman » (Université Bordeaux Montaigne)

¹ La Syrie est un pays arabe ayant des minorités ethniques, dont les Kurdes, les Assyriens, les Arméniens et les Turkmènes. En ce qui concerne l'identité religieuse de la société syrienne, la majorité appartient au courant sunnite de l'islam. Les minorités religieuses sont celles des musulmans alaouites, druzes et ismaéliens, ainsi qu'une minorité chrétienne de diverses églises. La communauté alaouite dite aussi noussayrite (rattachée au nom de Mohamad Ibn Noussayr; le disciple d'onzième Imam chiite al-Hassan al-Askari [m. en 873]), est « née du regroupement dans les montagnes côtières, entre la seconde moitié du X^e et le milieu du XIII^e. Elle trouve son origine dans une doctrine religieuse, dont elle est jusqu'à nos jours la dépositaire, une gnose chiite élaborée en Iraq aux IX^e et X^e siècles. Si la religion alaouite a subi des influences diverses, néoplatoniciennes, chrétiennes ou autres, elle n'en demeure pas moins fondamentalement musulmane et, plus précisément, chiite. Elle consiste en une interprétation ésotérique du Coran fondée sur l'enseignement secret des imams.» Bruno PAOLI, « Et maintenant, on va où ? Les alaouites à la croisée des destins », dans François BURGAT et B. PAOLI, *Pas de printemps pour la Syrie, Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, *La découverte*, p.125

Le Parti Baath arabe socialiste, fondé en 1947, au pouvoir depuis 1963¹, adopte une politique de mobilisation mise en œuvre au nom du socialisme arabe: dirigisme économique et centralisme démocratique. L'espace politique reste strictement encadré, l'objectif étant d'assurer la primauté et la pérennité de l'exécutif. Le principe de la séparation des pouvoirs est quasi inexistant, alors que la règle est une centralisation au sein du pouvoir exécutif qui confère au président de la République de larges prérogatives. Le pays est soumis à la loi d'état d'urgence dans la période entre 1963 et 2011.

L'émergence des partis de gauche dans les pays de Levant arabe à partir des années cinquante du siècle précédant fournit un moyen d'expression sans précédent à une partie de la population dépourvue auparavant de toute participation à la vie politique nationale et leur permet de s'engager massivement dans les rangs de ces mouvements adoptant une idéologie laïque, socialiste et panarabe. Au sein de cette partie se trouvent des minorités appartenant à la religion musulmane dont des alaouites, des druzes et des ismaéliens (la plupart de ces nouveaux adhérents sont des professeurs et des militaires). Il faut dire que la conjoncture leur était largement favorable, compte tenu de la période d'instabilité que traversait la Syrie de l'après indépendance: une élite militaire s'entre-déchirait, une série de coups d'État et de régimes dictatoriaux ont marqué l'histoire du pays à partir de 1949.

Pendant l'union avec l'Égypte (1958-1963), de jeunes officiers alaouites et druzes forment un comité militaire clandestin du parti Baath². C'est ce groupe, indépendant de la structure civile officielle du parti³, qui après la rupture avec l'Égypte de Nasser en 1961, constituera l'élément dirigeant du régime ba'athiste au pouvoir à partir de mars 1963. En 1966, Salah Jdid, un officier alaouite, prend le pouvoir par un coup d'état, mais il sera bientôt remplacé par un autre alaouite. Il s'agit du ministre de la Défense et l'homme fort de la Syrie Hafez al-Assad, le 16 novembre 1970. Il est le premier président alaouite de la Syrie.

Dans l'ère al-Assad, les Syriens voient s'installer une «monarchie présidentielle» au sommet de l'État, c'est-à-dire que désormais tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du président. Grâce à son influence au sein de l'armée, il entame un processus d'éloignement par rapport aux contraintes idéologiques du parti Baath et place des membres de sa famille, de sa communauté dans les positions clés dans l'armée, les forces de sécurité, l'appareil de l'État et le parti Baath. Ensuite, il confie des postes importants à des officiers sunnites dont le ministre de la Défense Moustafa Tlass et le chef d'état-major Hikmat al-Chihabai. En ayant la main mise sur deux piliers du régime: l'armée et le parti, il cherche à apaiser les craintes de la bourgeoisie urbaine à travers une série de mesures de libéralisation économique limitée. Il favorise notamment la création d'une nouvelle bourgeoisie d'État afin d'élargir le socle d'appui du régime. Au même temps, au sommet de la pyramide du pouvoir, des éléments de la bourgeoisie sunnite de Damas entrent en alliance tacite avec l'élite militaire alaouite, alors que le parti est en train d'acquérir de nouveaux adhérents des milieux ruraux sunnites et non sunnites. Cette coalition interconfessionnelle, construite par al-Assad, prouve son efficacité lorsque son régime réussit à mettre en échec la révolution armée des Frères musulmans (1977-1982). Al-Assad recourt à des ressources externes pour consolider son régime ; des armes fournies par l'Union soviétique pour moderniser l'armée syrienne, et des soutiens financiers de la part des pays pétroliers du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, afin d'accroître l'appareil de l'État.

¹ Selon la constitution syrienne, le parti Baath (ou « renaissance » en arabe) est le dirigeant de la société et de l'État. Il dirige le Front national progressiste qui œuvre à unir les énergies des masses et à les mettre au service des objectifs de la Nation arabe. Cet article a disparu, ainsi que toute référence au socialisme à la suite du soulèvement contre le régime en 2011.

² Composé de 2 druzes et 2 ismailiens 4 alaouites dont Hafez al-Assad.

³ Michel Aflak, Salah al-Bitar, Akram al-Hourani.

Le régime ba'athiste et la présidence reposent sur trois piliers fondamentaux : l'appareil du parti, l'institution militaire, et le Conseil des ministres. À travers ces institutions, les élites politiques cherchent à résoudre les conflits au sein du système, à dessiner et à mettre en œuvre la politique publique, ainsi qu'à contrôler la société. Un réseau d'acteurs opère derrière la scène, c'est un gouvernement d'ombre, qui comprend les forces de sécurité. Certainement, sous Hafez al-Assad, le réseau loyal des officiers militaires alaouites et ceux du service de renseignements (*mukhabarat*) constituent le ciment politique qui lie les centres du pouvoir. Alors que sous son fils Bachar, c'est également la famille Assad-Makhlouf qui exerce une grande influence.

Contrairement à d'autres pays dans la région, les rapports sur la persécution religieuse ont rarement désigné le régime syrien comme persécuteur des libertés de croyances. Il a toujours été soucieux de préserver un statut relativement séculier dans le but de prévenir la discorde sociale. Évidemment, la constitution de 1973, même si elle définit la Syrie comme un État populaire et socialiste, accorde une certaine prééminence à la religion musulmane. Par exemple, elle proclame dans l'article 3 que la religion du chef de l'État doit être l'islam¹. Elle prévoit également dans son article 3 que le droit islamique (*al-fiqh*) est l'une des sources principales de la législation. Elle ne fait pas référence à l'existence des minorités. Néanmoins, elle garantit le principe de la liberté et de l'égalité entre les citoyens en vertu des articles 25, 26 et 27. Par conséquent, les minorités religieuses ne peuvent pas être discriminées ou persécutées. En revanche, les lieux de culte sont surveillés par le gouvernement, et toute activité religieuse soupçonnée d'être subversive ou menaçante vis-à-vis du régime ou de l'ordre public, en particulier les rapports interreligieux, est sévèrement punie.

2- Le « Printemps de Damas »

Après le décès du président Hafez al-Assad en 2000, les institutions du régime réussissent leur test de cohésion, et ses élites politiques et militaires mènent à terme le processus du transfert du pouvoir à son fils Bachar². Ce dernier entame un projet de « modernisation de l'autoritarisme » qui se résume à ceci : une libéralisation politique limitée, et un renforcement du rôle de la loi, mais certes sans démocratisation. Dans ce contexte, l'opposition laïque et libérale à l'intérieur du pays préfère une transformation démocratique graduelle, en tablant sur l'aile réformatrice du régime en face de la « vieille garde ». C'est ce que l'on appelle le « Printemps de Damas » (2000-2001), lorsqu'al-Assad encourage les forums de la société civile à s'exprimer plus ouvertement et à pratiquer une sorte de critique constructive comme une manière de soutenir son agenda réformiste, suggérant qu'une coalition entre les modernisateurs et l'opposition loyale paraît désormais possible. Ensuite, c'est la publication de la « déclaration de 99 », signée par 99 intellectuels, qui réclame la liberté pour les prisonniers politiques, la liberté d'expression et la fin de l'état d'urgence³.

Certes, des obstacles structurels empêchaient le processus de la libéralisation par le haut. D'abord, il y a les opposants aux réformes car ils y voient une menace sur leurs privilèges. Ils s'inquiètent particulièrement de voir la sympathie du président à l'égard des demandes légitimes de la société civile. La liste des opposants comprend surtout des conservateurs appartenant à l'appareil militaro-sécuritaire, la direction du Baath, la « vieille garde », ainsi que certains hommes d'affaires qui doivent leurs fortunes aux mesures politiques et économiques dues à la corruption

¹ En 1973, le président al-Assad propose une constitution dans laquelle l'islam n'est pas mentionnée comme religion officielle de l'État, ce qui va provoquer la colère des Chefs religieux des grandes villes syriennes. Il finit par y renoncer.

² Le Parlement modifie l'article 83 de la constitution en réduisant de 40 à 34 ans l'âge éligible à la présidence de la République afin de permettre la candidature de Bachar al-Assad.

³ Le 17 octobre 2001, plus de 600 prisonniers politiques sont libérés. Les partis du Front national progressif sont aussi autorisés à publier leurs propres journaux. En même temps, l'Association syrienne des droits de l'Homme est fondée.

institutionnelle. À tout cela s'ajoute le fait que, des figures intransigeantes de l'opposition insistent sur le fait que le changement doit commencer par s'attaquer à l'héritage politique de l'ancien président, et doit également mettre la lumière sur la corruption des « barons du régime ». Ensuite, la position de ces derniers ou les *hardliners* s'est trouvée renforcée, et le président s'est montré intolérant quant aux critiques destinées à l'ère de son père. Par conséquent, cette brève expérience d'ouverture politique s'est arrêtée.

3- Des difficultés socio-économiques persistantes

Le projet de l'autoritarisme modernisé ne se résume à l'aspect politique. Il y a aussi la réforme fondée sur la libéralisation économique qui en occupe la majeure partie. Car, dans un contexte économique difficile, cette approche constitue la réponse à plusieurs impératifs : la stagnation du PIB par habitant depuis 1980, un rythme de croissance économique qui n'a pas suivi celui de la croissance de la population. Il en est résulté une hausse de chômage parmi les jeunes. En outre, il y a le déclin des ressources tirées de la production pétrolière qui a commencé à se faire sentir à la fin des années 1990.

Une politique de « transition vers une économie sociale de marché », inspirée par le modèle chinois, est légitimée pendant la 10^{ème} Conférence du parti Baath en juin 2005. Dorénavant, la gestion de la politique économique du pays n'est plus régie par l'idéologie Ba'thiste socialiste. Une série de mesures est prise afin de stimuler les investissements privés, dont l'autorisation de l'ouverture des banques privées et des compagnies d'assurance, la libéralisation du commerce et des échanges, et la baisse des impôts. Cela dit, les trois secteurs clés de l'économie - agriculture, énergie et industrie - demeurent propriété de l'État.

C'est dans ce climat d'ouverture économique que va émerger une nouvelle classe de « capitalistes claniques ». Elle est composée de différents hommes d'affaires proches du pouvoir. « Ce sont les proches de hauts responsables de l'administration ou de l'appareil militaro-sécuritaire qui monopolisent le processus. Les pères ont accumulé des capitaux importants en profitant de leur position dans l'appareil de l'État et ce sont les fils qui en appellent à la libéralisation et en profitent pour développer des activités privées¹. »

La nouvelle politique économique n'a pas abouti à une croissance soutenue. Le PIB n'augmente que de 3 % entre 2000 et 2006. Le programme du Développement des Nations unies note qu'en 2005, 30 % des Syriens vivent en dessous du seuil de pauvreté, et le taux du chômage est estimé à 18 %. Il est important de rappeler que la suppression des subventions attribuées aux intrants agricoles, la réduction du programme de soutien aux prix, et la terrible vague de sécheresse entre 2007 et 2009, ont conduit au déclin relatif de ce secteur.

Pour pouvoir avancer ses réformes post-populistes, le président syrien écarte du pouvoir certains symboles de la « vieille garde » dont l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam. Une telle mise à l'écart des hommes forts et fidèles compagnons de son père n'est pas sans risque car elle contribue à priver le régime de l'appui de ses partisans, ainsi qu'à rendre le président plus dépendant à l'égard de la famille présidentielle et des chefs de l'appareil sécuritaire.

De plus, al-Assad, en prenant les mesures de libéralisation, a affaibli le parti Baath et les masses paysanne et ouvrière, qui assuraient pendant des décennies les liaisons du régime avec sa

¹ Charles THEPAUT, « Quel Pataquès ! Enjeux et obstacles de l'ouverture économique syrienne », *Le jeu de l'oie*, n1, mars 2010. Disponible sur le lien suivant : <http://www.lejeudeloie.fr/ljdl/nos-articles/point-de-vue/2-neutre/59-quel-pataques-enjeux-et-obstacles-de-louverture-economique-syrienne>. Consulté le 04 mars 2014

base sociale dans le milieu sunnite rural. Bref, al-Assad, en cherchant à consolider son pouvoir, a peut être rendu vulnérable la capacité du régime à maintenir son emprise sur la société syrienne.

4- Le régime en proie à la contestation

Interviewé sur les implications régionales des soulèvements arabes, le président syrien indique au *Wall street journal* que son pays sera à l'abri des contestations. Certes, al-Assad a misé sur sa légitimité nationale tirée de sa politique étrangère anti-américaine et anti-israélienne. Mais les soulèvements qui faisaient tomber deux régimes autoritaires en Égypte et en Tunisie, ont rendu celui de la Syrie moins redoutable aux yeux des Syriens. Il a fallu une réaction excessive de la part des forces de sécurité pour déclencher les protestations. C'est exactement ce qui s'est passé à Deraa, au sud-ouest de la Syrie, lorsque des enfants tracent sur le mur de leur école le fameux slogan : *le peuple veut la chute du régime*. Ils sont aussitôt arrêtés, puis torturés. Ensuite, des émeutes éclatent dans cette ville frontalière le 15 mars 2011 marquant le début de la révolte syrienne.

Le cercle des manifestations s'élargit, en épargnant les capitales politique et économique du pays (Damas et Alep respectivement). Car y sont concentrés la bourgeoisie sunnite urbaine, les principaux bénéficiaires de la libéralisation économique et les élites militaires du régime. Les manifestations commencent dans des périphéries rurales, elles s'étendent rapidement à de petites villes, des banlieues, et puis à des villes de taille moyenne dont Homs, Hama et Baniyas. La réponse violente et disproportionnée du gouvernement à l'égard des manifestations est peu surprenante étant donné la nature répressive du régime.

Les détracteurs de la révolte lui reprochent son caractère islamique sunnite. Mais, au vu de la composition de la population, il est normal que les participants au soulèvement appartiennent à la religion de la majorité, sans oublier qu'al-Assad demeure soutenu par les minorités religieuses faute de l'absence d'une alternative politique crédible.

II- La place des groupes islamistes dans le mouvement

1- Vers la militarisation du soulèvement et la montée en puissance des groupes djihadistes

La situation sur le terrain ne cesse de se dégrader, avec une radicalisation croissante du soulèvement dans la plupart des foyers de contestation (à Homs, Deraa, et aux alentours de Damas et d'Alep) qui commencent alors à revendiquer le départ de Bachar al-Assad et la fin du régime. Un rapport préparé par une délégation internationale d'experts en décembre 2011 constate qu'à partir de l'été 2011, les manifestations n'ont plus un caractère pacifique et, le plus souvent, les activistes recherchent la confrontation avec les forces de l'ordre et sortent des armes de guerre¹. En outre, le rapport attribue la radicalisation du soulèvement à trois évolutions interactives : l'augmentation du nombre de réfugiés dans les camps le long de la frontière turque, la désertion croissante des appelés sunnites et la sanctuarisation des quartiers sunnites de Homs. À tout cela s'ajoute les actes violents du régime. Un des fruits de cette radicalisation est la défection des soldats de l'armée régulière et la formation de l'Armée syrienne libre (ASL).

Parmi les acteurs non-étatiques impliqués, il est possible de désigner les groupes djihadistes qui ne cessent de monter en puissance depuis décembre 2011. Ils comportent dans leurs rangs des combattants syriens et étrangers venant des pays arabes, dont la Tunisie, le Yémen, la Lybie, la Jordanie et l'Arabie saoudite, mais également de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Leur émergence coïncide, d'une part avec l'inaction internationale concernant les réclamations des

¹ « Syrie : une libanisation fabriquée. Compte-rendu de la mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne ». Rapport conjoint du *Centre International de Recherches et d'Études sur le Terrorisme & l'Aide aux victimes du Terrorisme*, et du *Centre Français de Recherche sur le renseignement*, Paris, Janvier 2012, p.15

manifestants et de l'ASL d'établir une zone d'exclusion aérienne pour protéger les zones insurgées. D'autre part, avec le débat d'un sujet qui dorénavant n'est plus un tabou, il s'agit de la déclaration de djihad contre le régime par certains groupes opposants. Dorénavant, ils jouent un rôle significatif dans les événements secouant la Syrie. C'est par exemple *Jabhat al-Nusra Liah al-Sham* (le Front du Secours à la population de la Syrie), qui est le groupe le plus puissant et parmi les mieux organisés face à l'armée régulière. Si ses combattants, qui s'activent indépendamment de l'ASL, veulent faire tomber le régime, ce n'est pas dans le même but que le soulèvement, mais pour établir à Damas un pouvoir islamique qui applique la charia (la loi islamique). *Jabhat al-Nusra* adopte une rhétorique sectaire, se présente comme défenseur de la communauté sunnite en face de « l'ennemi alaouite » et ses « agents chiïtes »¹. Malgré son discours et sa proximité apparente avec l'organisation terroriste, une grande proportion de l'opposition syrienne, civile et armée, continue à réfuter l'existence de liens entre ce groupe et *al-Qaïda*, et à croire à la légitimité et à la nécessaire utilité de *Jabhat al-Nusra* pour la « révolution ». Pour eux, il constitue une partie de la révolution du peuple syrien contre la dictature.

Le langage employé par d'autres groupes islamistes dont l'État islamique de l'Irak et du Levant et le Mouvement des Libres du Levant (*Ahrar al-Sham*) nous indique le virage sectaire que le conflit est en train de prendre, ainsi que l'idéologie de ses adeptes. Un chef rebelle d'*Ahrar al-Sham* fournit à al-Jazeera, la chaîne qatarie, sa vision de la situation : « La Syrie est dirigée par les Nussayrites, ce groupe chiïte dès qu'il est arrivé au pouvoir, a commencé à persécuter la population sunnite. Il l'a privé de pratiquer sa religion, et a même présenté une fausse image de l'islam. » Il est sûr que ces idées ne sont pas encouragées uniquement par certains hommes religieux syriens, mais également par d'autres comme Youssef al-Qaradawi qui, lors d'une conférence au Caire en juin 2013, appelle au djihad en Syrie. Le discours tenu par al-Qaradawi, comme par exemple, lorsqu'il considère que les alaouites sont infidèles autant que les chrétiens et les juifs, contribue à pousser les limites de la tension interconfessionnelle et à identifier l'autre comme ennemi à combattre. Parmi les conséquences de ce type de déshumanisation il y a les crimes commis par des groupes salafistes et non salafistes, documentés d'ailleurs par l'ONG américaine *Human Rights Watch*, à Lattaquié (région ouest) contre des civils alaouites en août 2013.

Pour ces factions islamistes, y compris celle du *Front islamique* et *l'Armée de l'islam*, la lutte contre les alaouites et les chiïtes est une obligation pour chaque musulman. Ils font l'amalgame entre la minorité alaouite et le régime. Leurs messages diffusés sur internet sur le devoir sacré de nettoyer *Bilad al-Sham* (le Levant) de cette saleté, selon eux, dépassent les frontières de la Syrie et attirent beaucoup d'étrangers dans leurs rangs.

À la lumière de cette situation, toutes les minorités religieuses du pays, particulièrement les alaouites, se trouvent menacées. Ces derniers « se sentent plus que jamais pris en piège, entre un régime qui constituent à leurs yeux le seul et dernier rempart contre l'intégrisme, et une insurrection dans laquelle ils ne se reconnaissent pas et à laquelle ils sont réticents à accorder leur confiance, car dominée par les Frères musulmans au niveau des instances politiques, et par les islamistes de tous bords sur le terrain.² »

2- Les Frères musulmans

Leur Confrérie cesse d'exister en Syrie depuis les affrontements sanglants avec les autorités entre 1977 et 1982. Le régime, appuyé par sa base rurale et son appareil militaro-sécuritaire, organise une campagne de répression impitoyable contre le mouvement des Frères musulmans et son aile armée

¹ Il s'agit selon lui de l'Iran et du Hezbollah libanais. *Al-Nusra*, proche d'*al-Qaïda* selon des rapports occidentaux, va revendiquer des dizaines d'attaques à la bombe dans tout le pays, en faisant des victimes, dont des civils.

² Bruno PAOLI, *op.cit.*, p.134

qui a effectué une série d'attentats et d'assassinats ciblés contre des intellectuels, des militaires et des figures du régime appartenant à la communauté alaouite.

Historiquement, l'islam politique syrien s'est concentré dans les quartiers urbains traditionnels des grandes villes en Syrie, où la mosquée et le *suq* (marché) ont caractérisé le modèle de la vie urbaine. Les érudits religieux ou les *oulémas* politisés issus de ce milieu ont formé la principale opposition au Baath qui, selon eux, inspirait son socialisme du marxisme athée.

Ayant une culture du marché antiétatique, les Frères musulmans ont dénoncé aussi les réformes agraires du régime, et prôné une économie islamique de libre entreprise. La ville de Hama, leur fief en 1982 et ses grandes familles¹ avaient du mal à accepter la présence du Ba'ath au cœur de la province. Alors que la bourgeoisie de Damas, enrichie davantage en raison de la distribution inégalitaire des fonds publics, est restée muette pendant l'insurrection.

La Syrie de l'après indépendance connaît une courte expérience démocratique (1954-1958), durant laquelle les Frères musulmans participent activement à la vie parlementaire syrienne. Pendant l'union avec l'Égypte, le régime de Nasser interdit les activités des partis politiques sur l'ensemble du territoire. L'arrivée du Ba'ath au pouvoir deux ans après l'effondrement de l'union en 1961, annonce le début de la tension avec la Confrérie. Désormais, elle doit relever des défis imposés notamment par sa situation interne dans les domaines politiques, religieux et sectaire. En effet, les contraintes idéologiques semblent plus dominantes. En tout cas, c'est ce que démontre la publication d'un article dans le journal de l'armée jugé blasphématoire par le mouvement. Ce dernier va s'opposer radicalement à la nouvelle constitution de 1973, faute d'absence de référence à l'islam.

La doctrine des Frères musulmans définit le pouvoir politique comme étant «exclusivement un don de Dieu et qui ne s'exerce qu'à travers le Coran et la charia. Les musulmans ne doivent obéissance qu'à l'ordre divin régi par le califat. Par conséquent, ils sont tenus de rejeter la laïcité et la démocratie sous leurs formes occidentales². » Ce qui rend pour eux inacceptable que la Syrie soit dirigée par un régime à la fois laïque et dominé par les alaouites.

Dans le contexte du soulèvement en Syrie, les Frères musulmans hésitent d'abord à se joindre à un organisme politique anti-Assad, écrit *The Foreign policy*. Il faut rappeler qu'ils avaient suspendu leur opposition au régime baasiste dans le sillage de l'attaque israélienne sur Gaza en 2009, sous le prétexte officiel que la position anti-israélienne du régime syrien méritait d'être soutenue. Au fur et à mesure que les contestations prennent de l'ampleur et que l'opposition s'organise autour de l'idée de faire tomber le régime, les Frères musulmans s'y impliquent davantage. Ils influencent considérablement le Conseil national syrien (CNS) créée en septembre 2011 comme autorité politique de transition. Leur activisme politique au sein de l'opposition est accompagné de la formation de quelques brigades ou *Katibas* militaires³, qui vont s'engager dans la confrontation armée avec les troupes gouvernementales. Ces brigades adoptent des appellations à connotation religieuses. La référence « islamique » est généralement explicite - comme pour *Ansar al-islam* et *al-Farouq* (le deuxième calife) - ce qui est loin d'être apprécié des minorités alaouite et

¹ Dont al-Hamawi, al-Keilani et al-Azme.

² Zidane MERIBOUTE, « Printemps arabe : le poids des Frères musulmans-leur vision de l'État et de la finance islamique », *Revue internationale de politique et de développement*, 4/2013, pp.155-172

³ Parmi celles-ci il y a la Brigade Tawhid, soutenue par les dirigeants de la Confrérie à Alep; quelques éléments des puissantes Brigades *al-Farouq*; le Conseil pour la protection des civils, considéré comme l'aile militaire de la Confrérie, dirigé par Hakim et *Ansar al-Islam*, basé à Damas et dans ses alentours. La Confrérie compte des brigades à travers le pays dont les noms typiques sont le «bouclier», dont le Bouclier d'Euphrate, le Bouclier de la capitale, et le Bouclier d'Aqsa. D'après les déserteurs, elle coordonne aussi dans certaines zones des groupes d'une ligne dure comme *Jabhat al-Nusra* et *Ahrar Al-Sham*. Hassan HASSAN, « How the Muslim Brotherhood Hijacked Syria's Revolution », *Foreign Policy*, 14/02/2014. http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/03/13/how_the_muslim_brotherhood_hij . Consulté le 15/03/2014

chrétienne. En outre, des slogans comme « le peuple veut exécuter le président », tenus dans le milieu des Frères musulmans, ne font que renforcer chez les alaouites l'idée selon laquelle la révolte est essentiellement contre leur communauté. Ce qui crédibilise finalement la propagande du régime.

Cependant, leur discours officiel se veut rassurant. Leur « charte nationale d'action politique » publiée en 2001, rejette le recours à la violence contre le régime. Elle insiste aussi sur l'attachement du mouvement islamiste aux principes de la démocratie, du pluralisme politique et du respect des droits des minorités religieuses. De même pour la charte énoncée en 2012 qui établit une distinction claire entre la communauté alaouite et le régime. Faut-il alors avoir confiance dans les Frères musulmans ? Au vu de l'expérience des partis islamistes qui ont eu accès au pouvoir en Tunisie et en Égypte après le « Printemps arabe », de l'absence de projet concret de reconstruction nationale, et de leur discours discriminatoire à l'égard d'une partie de la population (la minorité Coptes en Égypte), la Confrérie syrienne aura des défis à relever dont celui de rassurer toutes les minorités religieuses du pays, de montrer qu'elle a véritablement changé, et qu'elle est prête à mettre en adéquation discours et pratique.

Il faut souligner que les Frères musulmans ont une approche sélective quant à la question des Droits de l'Homme. Alors qu'elle est souvent évoquée dans leur rhétorique comme étant due à la nature répressive du régime, ils en ressortent seulement les aspects qui profitent à leur cause. Ils rejettent certains droits dans les domaines social et culturel. Haytham al-Maleh¹, associé au mouvement islamiste syrien, indique que la peine de mort doit être acceptée car elle prescrite par le Coran, que l'homosexualité est une maladie, et que l'islam garantit aux femmes tous leurs droits !

3- Les alaouites dans la Syrie de demain

L'islamisation du soulèvement en Syrie a fait surgir la question du statut des minorités religieuses en général et celui des alaouites en particulier. Alors qu'il est possible de remarquer une inadéquation évidente entre le discours des Frères musulmans et leurs pratiques sur le terrain, les radicaux, eux, ne reconnaissent pas la diversité confessionnelle de la société syrienne. Une situation qui contribue à renforcer les craintes des minorités quant à leur avenir et ouvre la porte à plusieurs éventualités dont :

1- L'éclatement de la Syrie en plusieurs entités

L'expérience de la guerre en ex-Yougoslavie a montré que la quantité de violence employée par chaque partie impliquée contribuait à accroître la dimension confessionnelle du conflit et à créer les conditions favorables au retour de groupes ethniques et religieux à leurs origines pré-nationales. Dans le cas de la Syrie, les violents actes contre les alaouites dans des zones majoritairement sunnites, les ont poussé à se réfugier soit dans la région côtière, dont la plupart sont originaires, ou dans des zones contrôlées par l'armée gouvernementale. En vérité, l'opposition, en étant dominée par les islamistes, a échoué à se présenter comme une alternative crédible au régime. En plus, n'ayant pas une structure claire sur le terrain, elle a laissé la voie ouverte à des groupes armés, la plupart islamistes, qui se sont imposés. Ce qui a renforcé l'image du régime comme protecteur des minorités. Et tout cela a entraîné un changement considérable dans la structure démographique du pays. Il est possible de dire que la Syrie est à présent officieusement divisée entre des zones anti-régime et d'autres qui lui sont toujours loyales.

Même si l'idée de division apparaît pour beaucoup de Syriens illusoire, c'est une éventualité que l'on ne peut pas tout à fait écarter si les nouveaux maîtres de la Syrie procèdent soit à un processus de restructuration de l'institution militaire en recourant au licenciement massif des

¹Ancien président de l'Organisation syrienne des droits de l'Homme, avocat et membre de la Coalition nationale syrienne.

éléments alaouites au sein de l'armée, soit à l'instauration d'un système non-fondé sur la participation équitable de cette minorité dans la vie politique du pays. Car, de telles démarches seront susceptibles d'alimenter les tendances séparatistes en faisant de la « communauté » le dernier refuge identitaire pour ses membres.

2- La mise en place d'un système de représentation politique sectaire

L'éventualité de la répartition du pouvoir selon des critères confessionnels¹ n'a pas encore été évoquée. Cependant, cela pourrait être envisageable comme issue pour garantir les droits politiques des minorités. Leurs craintes sont dues notamment à des souvenirs remontant au passé répressif de l'Empire ottoman (1299-1923), ainsi qu'aux expériences vécues dans d'autres pays où des forces islamistes au pouvoir s'appuient sur le fait que la majorité est sunnite pour islamiser l'État et la société.

Cette forme de démocratie consensuelle, censée jouer un rôle essentiel dans l'apaisement des tensions sectaires, sera probablement un échec car déjà l'unité de base du système se sera fondée sur des références communautaires. En d'autres termes, le sentiment d'appartenance de la population s'identifiera en fonction de critères confessionnels ou ethniques. En outre, dans ce type de gouvernement, les politiques sont enclins à faire prévaloir les intérêts sectaires et individuels sur ceux de la nation.

3- L'instauration d'un système démocratique

La concrétisation de ce scénario requiert un accord global entre les deux parties antagonistes, puisqu'elles s'engagent à mettre fin au conflit armé, ainsi qu'à établir les règles du pluralisme politique et à respecter les choix des électeurs. Il faut admettre qu'il sera difficile de rendre cette éventualité réelle, compte tenu de l'influence des islamistes sur le soulèvement et du rôle qu'ils devraient jouer dans la période de transition vers la démocratie.

Les mouvements islamistes, qui ont une tendance générale à se considérer comme représentants de la majorité, n'ont jamais cessé de faire des promesses aux minorités et de les rassurer afin de chasser leurs craintes en ce qui concerne le respect de leurs droits et leurs spécificités. Dans le cas de la Syrie, la position des alaouites, qui est toujours loyale au régime d'al-Assad, témoigne d'un sentiment de doute et d'inquiétude quant aux vraies intentions des Frères musulmans. Ce sentiment s'est trouvé encore renforcé dans le contexte du « Printemps arabe » qui a permis aux islamistes d'accéder au pouvoir en Tunisie, en Égypte et en Lybie.

Enfin, les Frères musulmans devront convaincre l'ensemble des composantes de la société syrienne qu'ils sont dignes de confiance. Pour ce faire, il faut qu'ils adoptent les principes de la citoyenneté et de la démocratie sans ambiguïté, et qu'ils changent l'image stéréotypée qu'une proportion considérable de Syriens a de l'islam politique; celle de personnes qui reviennent sur leurs promesses, et qui tournent le dos aux Droits de l'Homme et à l'alternance du pouvoir dès que possible.

¹ À l'instar du Liban qui est dirigé selon les principes de l'accord de *Taëf* depuis 1989 ; il a mis fin à la guerre civile et prévu un pouvoir partagé entre les différentes communautés du pays : président chrétien maronite, premier ministre musulman sunnite et chef du parlement musulman chiite.